

Mardi 12 juin 2007

Information à la presse • Information à la presse

Journée d'action européenne chez Nokia Siemens Networks pour exiger la préservation des emplois et le respect du droit à la consultation des employés

Les employés de Nokia Siemens Networks en Finlande, Allemagne, Italie, Espagne, Belgique, France, Autriche et aux Pays-Bas se mobilisent aujourd'hui, 12 juin 2007, en réaction au plan de restructuration annoncé par la direction de l'entreprise nouvellement créée. Cette journée d'action européenne, coordonnée par la FEM, est organisée alors que les activités européennes de l'entreprise sont les plus touchées par un plan de restructuration mondial.

Les syndicats présents sur divers sites de NSN, comme à Düsseldorf et Berlin en Allemagne, Espoo en Finlande, ou Cassina et Marzianise en Italie, vont organiser des assemblées générales, des sit-ins et des manifestations pour défendre leurs emplois et exiger des perspectives d'avenir pour leur entreprise. Ils demanderont également qu'une consultation ait lieu sur la base d'informations précises et justifiées pour chaque emploi supprimé.

Lors d'une réunion avec des délégués syndicaux le 25 mai 2007, la direction de Nokia Siemens Networks a confirmé le projet de l'entreprise de supprimer 9000 emplois. Elle a en outre précisé que l'emploi dans certains sites serait externalisé. Les premiers chiffres font état de 1700 suppressions d'emploi en Finlande et 2900 en Allemagne, affectant principalement des unités de recherche et de développement. Des pertes d'emplois supplémentaires devraient être annoncées en Belgique, en Espagne, en France ou aux Pays-Bas.

« Nokia Siemens Networks, tout comme Alcatel-Lucent ou Motorola, est l'un de ces cas d'entreprises qui soulèvent de sérieuses appréhensions quant au futur de l'industrie européenne des technologies de l'information et de la communication et des industries à haute valeur ajoutée. Avec des centres de recherche et développement qui ferment et des investissements en R&D qui s'amenuisent, la crédibilité de la Stratégie de Lisbonne développée par la Commission européenne – qui visait à faire de "l'Europe l'économie de la connaissance le plus dynamique du monde" – est fondamentalement remise en cause » a précisé Peter Scherrer, Secrétaire général de la FEM, dans une lettre adressée hier au Commissaire européen Günter Verheugen.

La FEM continuera à exiger de la direction de NSN qu'elle respecte le droit de ses employés à une consultation de qualité, fondée sur des informations précises et justifiées. Elle continuera également à soutenir ses affiliés dans leur revendication pour des emplois durables et de bonnes conditions de travail chez Nokia Siemens Networks.

PRESS 40/2007



Press Release

La FEM est un organe représentatif défendant les intérêts des travailleurs de l'industrie métallurgique en Europe. La FEM dispose d'un mandat de coordination et de représentation externes des syndicats de la métallurgie ainsi que d'un mandat lui permettant d'engager des négociations au niveau européen.

Pour plus d'informations, veuillez vous adresser à :
Editeur, Peter Scherrer, Secrétaire Général de la FEM
Gérald Audaz, Policy Adviser +32.2.227.10.26